

OBJECTIF(S)

- Maîtriser le nouveau mandat de location saisonnière, conseiller efficacement les propriétaires pour améliorer la rentabilité du bien et limiter les risques de contentieux.

NIVEAU & PUBLIC

SPÉCIALISATION

Gestionnaires et Transactionnaires - Dirigeants et Commerciaux en location saisonnière - Assistants administratifs.

Prérequis : aucun

MODALITÉS DE PARTICIPATION

Durée : 1 jour (soit 8 heures)

Moyens pédagogiques : Cas pratiques - Règlementation et Jurisprudence - Support pédagogique
Quiz d'évaluation finale

Matériel nécessaire : vidéo projecteur, paper-board

Effectif maximum : 20

INTERVENANT(S)

Formateur spécialisé en droit immobilier

Validé par le Bureau de la Commission Formation FNAIM

TARIFS

Adhérent FNAIM : 220 € HT

Non Adhérent FNAIM : 320 € HT

PROGRAMME

I - INTRODUCTION

- Législation applicable – Loi Hoguet, Code civil, Code de la consommation...
- Activités mentionnées
- Champ d'application du mandat

II - LA PRISE DE MANDANT

- Connaissance du bien
 - Usage des locaux - Sécurité du logement et des équipements- décence
 - Déclaration en Mairie et/ou déclaration préalable : Modifications 2017.
 - Classement du meublé : Règles juridiques et fiscales
 - Procédure de classement.
 - Diagnostics
- Connaissance du client mandant
 - Capacité de contracter
 - Impact des nouvelles dispositions sur la lutte contre le blanchiment de capitaux en Location

III - HONORAIRES : NOUVELLES REGLES

- Principe : La liberté des prix.
- Arrêté du 10 janvier 2017 portant sur l'information des consommateurs sur les prix : Incidences sur les locations saisonnières
- Publicité des prix
- Honoraires gestion et transaction – Charges des honoraires dans le mandat
- Offres promotionnelles et adaptation des loyers
- Services et Honoraires complémentaires

IV - MISSION DU MANDATAIRE

- Caractère contractuel
- Précision complémentaire possible dans le mandat
- Jurisprudence responsabilité.
- Rôle du mandataire - devoir de conseil

V - CLAUSES PARTICULIÈRES DANS LE MANDAT

- Analyse de la nouvelle clause durée du mandat
- Loi châtel - Analyse du risque
- Mandat hors établissement et nouvelle réglementation
- L'information précontractuelle
- Assurance annulation séjour
- Multirisque habitation

VI - CLAUSES ABUSIVES

- Recommandations de la commission des clauses abusives : Portée - Jurisprudence - Exemples pratiques
- Clauses d'irresponsabilité

VII - NULLITÉ DU MANDAT

- Analyse du risque
- Jurisprudence.



Programme accessible
aux personnes
en situation de handicap